

Après leur rencontre avec J.-M. Blanquer, les syndicats enseignants veulent la concrétisation des "signes d'ouverture"

6-8 minutes

"Nous avons perçu une volonté de créer des espaces de dialogue plus approfondis", estime Frédéric Marchand, de l'[Unsa](#), après sa réunion avec Jean-Michel Blanquer. Les 16 et 17 juillet 2019, le ministre reçoit les principaux syndicats enseignants, après l'épisode du bac. Catherine Nave-Bekhti ([Sgen-CFDT](#)) a vu des "signes d'ouverture". En revanche, pour le [Snes-FSU](#), le ministre "ne comprend pas les critiques". Jean-Michel Blanquer a en outre annoncé les sujets pour l'année 2019-2020 : comité de suivi des réformes des lycées, [GRH](#) de proximité, formation continue, action sociale et revalorisation.



Le ministère de l'Éducation nationale © MEN

Après l'épisode tendu de la session 2019 du baccalauréat (lire sur AEF info [ici](#), [ici](#) et [là](#)), le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a convié les organisations syndicales enseignantes à des réunions bilatérales les 16 et 17 juillet 2019. L'objectif était double : montrer des signes d'ouverture au dialogue social et annoncer les principaux chantiers qui animeront l'année 2019-2020.

En effet, les syndicats, en particulier ceux de l'intersyndicale à l'origine des grèves pendant le bac (Snes-FSU, Snalc, CGT, FO notamment), critiquent un manque de discussion de la part du ministre ([lire sur AEF info](#)). Interrogé par AEF info au sortir de leur réunion avec Jean-Michel Blanquer, mercredi 17 juillet, le Snes-FSU n'a pas été convaincu : "Le ministre a cherché à rester calme, souriant, dans une posture d'apaisement, mais au-delà de cela, c'est toujours le même discours : il ne comprend pas les critiques faites à ses réformes", estime Frédérique Rolet, secrétaire générale du syndicat majoritaire du second degré. Le Snalc a décliné l'invitation du ministre - pour des questions d'organisation - tandis que la CGT est reçue le 17 juillet en fin de journée.

Le comité de suivi de la réforme du lycée général présidé par P. Mathiot et M.-P. Luigi

Les syndicats dits "réformistes" sont sortis davantage satisfaits de leur réunion respective. "Nous avons perçu une volonté de créer des espaces de dialogue plus approfondis. C'est quelque chose d'important vu le contexte", explique Frédéric Marchand, secrétaire général de l'Unsa Éducation. "Jean-Michel Blanquer a donné des signes d'ouverture", complète Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT.

Parmi ces signes, il y a la création de deux comités de suivi. Le premier concerne la mise en place de la réforme du lycée général et technologique, qui sera présidé par Pierre Mathiot et Marie-Pierre Luigi (IGAENR), deux personnalités qui ont participé à la réforme de ce lycée, l'un étant auteur du rapport sur cette réforme, l'autre étant cheffe de projet "Baccalauréat 2021 et nouveau lycée". Ce comité devrait étudier particulièrement la mise en place du "grand oral" et les modalités du contrôle continu. "L'idée pourrait aussi être de demander aux recteurs d'apporter un peu de souplesse, en termes de moyens, là où ce serait nécessaire", poursuit Frédéric Marchand.

Le deuxième comité suivra la mise en place de la réforme de la voie professionnelle et sera présidé par Céline Calvez et Régis Marcon, qui étaient chargés d'une mission de "transformation de la voie professionnelle" ([lire sur AEF info](#)).

Pas d'annonces sur la revalorisation

Concernant les chantiers 2019-2020, le ministre a évoqué

notamment la GRH de proximité et sa généralisation. Une circulaire - dont AEF info avait eu connaissance ([lire sur AEF info](#)) - pourrait être publiée cette semaine. En outre, la formation continue ([lire sur AEF info](#)) et l'action sociale (dont la question du logement et de la santé des enseignants) devraient être des sujets portés par le ministère l'an prochain.

L'autre volet - qui fait notamment l'objet des revendications des syndicats - est la revalorisation des personnels. Au cours des réunions, Jean-Michel Blanquer a confirmé l'intention du ministère de poursuivre jusqu'au bout la mise en œuvre du PPCR. En revanche, aucune mesure nouvelle n'a été annoncée. "Nous attendions un calendrier sur la revalorisation, que nous n'avons pas eu", regrette Frédérique Rolet. "Il n'y a pas eu de suite aux annonces du président de la République au sortir du grand débat ([lire sur AEF info](#)), ajoute Frédéric Marchand. Néanmoins, le ministre a indiqué que la réforme des retraites pourrait engendrer des annonces en ce sens, avec une attention particulière à la rémunération des professeurs des écoles". Le haut-commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye, remet d'ailleurs ses préconisations au Premier ministre jeudi 18 juillet.

Jean-Michel Blanquer recevra de nouveau les organisations syndicales en août, afin de faire un point sur la rentrée dans le premier et le second degré, séparément. "Il devrait aussi être question de la revalorisation", prévoit Régis Metzger, co-secrétaire général du Snuipp-FSU. Les organisations syndicales attendent désormais la mise en œuvre des signes envoyés par le ministre. "Il a donné le sentiment d'ouverture, mais on attend désormais que cela se concrétise", explique Catherine Nave-Bekhti. Même chose du côté du Snes, qui "attend de vrais signaux et de vraies évolutions".

Dépêche n° 610243